

## **Pascal Salin**

né en 1939



Auteur minarchiste

### **Citations**

« L'État n'a aucune justification morale ni scientifique, mais (...) constitue le pur produit de l'émergence de la violence dans les sociétés humaines. »

« La théorie keynésienne représente une aberration dans l'histoire des idées économiques. Elle repose en effet sur une approche directement en termes collectifs (par définition de variables macroéconomiques) en ignorant le caractère rationnel et volontaire de l'action humaine. »

« Les libéraux ne sont pas concernés par le marché, ils sont concernés par les droits, ce qui n'est pas du tout la même chose. »

« L'argent public finit toujours dans des poches privées. »

**Galaxie libéraux.org**

Wikibéral

**Articles internes**

**Pascal Salin:Le SMIC : machine à exclure**  
**Le SMIC : machine à exclure**

**Anonyme**  
**Pascal Salin**

Je ne connais pas de SDF. Mais la télévision présente de temps en temps des portraits de quelques uns de ceux qu'on appelle ainsi. Ces portraits sont-ils fidèles, sont-ils "représentatifs", comme on le dit dans ce jargon qui prétend ramener chaque individu à une typologie sociale ? Je ne sais. Mais une chose me frappe chez certains de ces hommes et de ces femmes : c'est l'expression terrible d'une déchéance qui semble irréversible, d'un sort contre lequel il est devenu vain de lutter. La question cruciale et se pose donc : ces hommes et ces femmes ont connu une vie normale. Ils l'ont gagnée, leur vie ! Ils ont eu des familles, se sont intéressés aux problèmes du monde. Ils savent penser, parler, agir. N'est-il pas choquant qu'aucun d'eux ne puisse plus trouver sa place dans la société ? Comment se fait-il que personne - dans ce monde peuplé d'égoïstes - ne trouve son intérêt à embaucher ces gens ?

Ce n'est donc pas seulement un scandale pour l'esprit mais un mystère - on pourrait dire un mystère d'iniquité - que, dans nos sociétés modernes, ils se trouvent empêchés de produire ce dont ils seraient capables, et ne vivent que d'expédients ou d'assistance. C'est pourquoi la recherche des causes est première et essentielle. Les vagues considérations globales du genre "c'est la société qui fabrique des exclus, 'elle' devrait être plus humaine et plus généreuse" servent le politicien, qui craint toujours d'être plus précis mais elles ne servent pas le raisonnement. Qui ne comprend d'ailleurs que "générosité" de l'Etat veut dire assistance et donc "dépendance" et "dépendance" maintien de l'"exclusion" ? L'économiste habitué à imaginer les actes et les raisons d'agir des personnes, posera la question de façon plus terre-à-terre et plus réaliste : tous les êtres humains sont par essence capables de créer des richesses. Or, l'homme est rationnel : lorsqu'il existe une occasion de profit, il en profite. Si l'on peut employer quelqu'un, quelle qu'il soit, à un coût qui est inférieur à ce qu'il rapporte, on l'emploie. S'il existe des SDF c'est donc que personne n'a intérêt à employer leurs capacités dans les conditions présentes.

Pour quelle raison ? Prenons un SDF quelconque. Logiquement, il existe forcément un niveau de rémunération et un coût de son travail tel qu'il puisse être rentable d'acheter ses services. Seulement, voilà : la loi interdit de l'embaucher s'il ne coûte pas à son employeur un certain salaire, auquel s'ajoutent toutes sortes de cotisations obligatoires.

On pourra bien dire que si le salaire minimum a été imposé, c'est bien parce qu'on lui trouvait des justifications. Les hommes politiques risquent peu à exciter compassion et ressentiment en déclarant qu'il n'est pas possible de vivre décemment en-dessous d'un certain revenu. L'ordre politique étant celui des apparences, il semble politiquement payant d'afficher la croyance suivant laquelle le salaire minimum "assurerait" un minimum de rémunération décente.

Bien entendu, si c'était vraiment ce que l'on veut faire, ce ne serait pas le moyen. Le politique ne peut assurer un niveau de vie minimum (à certains) que par une redistribution directe. Imposer un salaire minimum aux entreprises avait cependant le double avantage politique d'éviter l'impopularité d'une imposition ouverte tout en paraissant constituer une "protection" contre les patrons suspects d'exploiter les travailleurs ou, au choix, réaliser un transfert ostensible à leurs supposés dépens.

Toujours dans l'ordre politique, cette redistribution affichée a eu deux inconvénients visibles : elle est trop grossièrement ciblée, en ce sens que le salaire "acceptable" d'un jeune célibataire vivant chez ses parents n'est pas le même que celui d'un père de famille. En outre, le taux des cotisations sociales ayant beaucoup augmenté depuis la création du salaire minimum, les effets du salaire minimum sur le coût du travail sont devenus par trop voyants.

Ce coût du travail, la crise de 1993 a obligé les hommes politiques à l'évoquer ouvertement : à la fois parce que la déflation a encore relevé le salaire minimum par rapport au salaire d'ajustement et parce que la crise financière des systèmes "sociaux" a ouvert le débat sur les charges sociales à ce niveau de salaire.

On commence donc à se rendre compte que, quelles qu'en soient les véritables raisons, l'existence du salaire minimum imposé sépare les travailleurs en deux véritables castes : ceux qui travaillent, qui reçoivent le salaire minimum légal et un ensemble de services d'assurances obligatoires ; et ceux qui ne peuvent pas être embauchés à ces conditions-là, et qui ne reçoivent ni revenu ni sécurité (en-dehors d'allocations temporaires et d'éventuels petits travaux au noir). Le salaire minimum est donc, et de manière certaine, une interdiction de travailler. Et au niveau qu'elle atteint en France, cette interdiction est imposée des dizaines de milliers de personnes. Autrement dit, c'est une monstrueuse machine d'exclusion. Un "filet de sécurité" qui n'agirait qu'à rebours : n'évitant la chute de personne, mais empêchant de remonter ceux qui sont tombés.

Son erreur intellectuelle ne consiste pas seulement à confondre une interdiction de travailler avec une garantie de revenu. Elle procède aussi d'un raisonnement mécanique qui nie la réalité des hommes et des emplois en niant leur diversité, ainsi que leur amélioration avec le temps. L'approche statisticienne des technocrates parle de "travail non qualifié" comme s'il s'agissait d'un matériau indifférencié. Construction intellectuelle triplement choquante qui, en niant trois fois la réalité des personnes, pousse inexorablement l'esprit à accepter leur exclusion de la société des hommes :

- elle nie leur existence morale en acceptant cette notion absurde d'une "absence de qualification" qui leur dénie logiquement toute capacité productive, les rayant par implication de l'espèce humaine.
- Elle bafoue leur dignité et sape les fondements du Droit en évoquant une "rémunération minimum" pour cette prétendue "absence de qualification".
- Enfin, elle nie une troisième fois leur être par cette seule notion d'un travail indifférencié. Etre, c'est toujours être quelque chose. Savoir, c'est toujours savoir une chose et pas une autre.

Dans le monde réel, la capacité productive résulte de la rencontre entre une histoire d'apprentissages personnels et d'un milieu de travail plus ou moins approprié. Et cet échange réciproque change bien entendu sans arrêt : le nouveau apprend tous les jours son métier. Il peut aussi trouver, ou même inventer pour lui-même dans l'entreprise, un rôle qui fasse mieux correspondre ses propres capacités aux désirs des clients et justifier pour lui-même un salaire de plus en plus élevé.

Le salaire minimum tue ces perspectives en interdisant l'entrée dans l'entreprise à ceux qui en auraient le plus besoin. Car ce sont ceux qui n'ont pas eu la chance de recevoir une formation initiale suffisamment poussée qui auraient relativement le plus à gagner à ce qu'on autorise l'embauche aux plus basses rémunérations.

Les partisans du salaire minimum croient-ils sincèrement à cette idée, héritée du romantisme révolutionnaire, qu'un employeur serait nécessairement un exploiteur et qu'il faudrait donc le forcer à payer un salaire décent ? Qu'il y ait des employeurs sans scrupules c'est évident. De même qu'il existe des salariés sans scrupules. Mais la grande erreur des législations est de faire des lois pour empêcher les "abus". En refusant de faire confiance aux juges et surtout à ce juge de paix à long terme impitoyable qui s'appelle la concurrence, ils empêchent toutes sortes d'expériences, finalement bénéfiques pour tous. Car un employeur connaît son propre intérêt. C'est son métier de juger l'apport spécifique de chacun à l'entreprise et donc de savoir le rémunérer en conséquence pour éviter de le voir partir, ce qui ne lui laisserait que les plus mauvais.

La presse économique nous a récemment abreuvés de reportages sur la dure vie de ceux qui sont payés un salaire de misère dans les pays anglo-saxons où le salaire minimum est faible ou inexistant. L'erreur implicite (et probablement volontaire) transmise par ces hebdomadaires consiste à comparer ces gens-là avec nos smicards, évidemment beaucoup mieux payés. Or, ceux qui gagneraient aussi peu en l'absence de salaire minimum ne sont pas les smicards. Ceux-là sont assez productifs pour justifier leur emploi au niveau imposé, et ne gagneraient donc pas moins si on supprimait le SMIC. C'est avec nos exclus, victimes de nos interdiction de travailler, qu'il faut comparer les faibles salaires dans les autres pays.

Et à qui prétend qu'il vaut mieux ne pas travailler que le faire à ces conditions, on répondra que c'est aux intéressés de choisir. Les législateurs du salaire minimum, en les privant de leur Droit de choisir, leur confisquent leur Droit naturel (et constitutionnel) de travailler. Confisquer à quelqu'un son Droit de travailler, c'est se dire propriétaire de sa capacité de travail. Et se prétendre propriétaire du travail de quelqu'un, c'est de l'esclavagisme.

Si on supprimait le SMIC, par conséquent, la seule conséquence en serait de rendre leurs chances à une foule d'êtres humains en les rétablissant dans leur droit d'entrer à nouveau sur le marché du travail, alors qu'ils en étaient exclus faute de produire assez pour rentabiliser leur embauche par un éventuel employeur.

Pages correspondant à ce thème sur les projets liberaux.org :



[Notice](#) sur [Wikibéral](#).

—  
Dans le climat terrorisant de la "pensée unique" qui domine notre pays, il faut du courage pour réclamer la suppression du salaire minimum. On a tôt fait d'interpréter cette position comme l'expression du désir de favoriser "les patrons" aux dépens des "travailleurs". Il s'agit, bien au contraire, de rendre leurs chances en rendant leur Droit à ceux qui, c'est le cas de le dire, sont les moins favorisés. C'est pourquoi je considère que réclamer la suppression du salaire minimum est un devoir moral qui s'impose à tous et je souhaite donc que tous hommes de bonne volonté, de tous horizons, s'engagent dans une campagne pour sa suppression.

Mis sur internet par Patrick Madrolle

Accédez d'un seul coup d'œil aux [articles consacrés à Pascal Salin](#) sur [Catallaxia](#).